

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

DÉFLATION EN EUROPE
L'alerte est maximale

PAGE 18



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



APRÈS CINQ SÉANCES DE BAISSAUX USA Les marchés actions se sont bien repris

PAGE 20

DISTRIBUTION EN SUISSE À L'HORIZON 2020 La part du e-commerce doublera

PAGE 6

CONTRAT IMPORTANT POUR GATEGROUP Leader sans capacité d'upside

PAGE 5

SECTEUR ASSET MANAGEMENT EN SUISSE Les gagnants sur douze mois

PAGE 3

ROBERT DEILLON (AÉROPORT DE GENÈVE) La réserve face aux grèves

PAGE 5

ÉLECTIONS FÉDÉRALES EN SUISSE ROMANDE Yvan Perrin ne reviendra pas

PAGE 7

IMPLANTATION D'UBER À LAUSANNE La ville tout de suite réticente

L'PAGE 5

LA BCE EN FAIT-ELLE ASSEZ POUR L'EUROPE? Oui selon l'économiste en chef

PAGE 2

L'importance de franchir un palier



GREGORY BARBEZAT. Le créateur de Skioo prévoit une importante levée de fonds en avril prochain.

Skioo enregistre des premiers résultats satisfaisants malgré le manque de neige. Le pass de la marque permet au skieur l'accès à toutes les stations partenaires suisses avec un seul abonnement, rechargeable sur le site du même nom et via l'application mobile. Avec des clients en hausse, le directeur général et créateur de la start-up ambitionne de franchir un palier important. Créé en 2012, la structure de Lausanne doit maintenant assurer la confiance des clients et des partenaires dans l'évolution de la start-up. Audacieux, le directeur général souhaite décupler le nombre de journées-skieurs et démontrer le potentiel de son produit aux investisseurs, aux partenaires et à la clientèle. La direction multiplie les contacts avec les tours operators online dans le but d'inscrire Skioo dans une offre de tourisme plus large. Et l'exemple du partenariat avec la plateforme de réservation en ligne Ebookers entre dans cette logique. Depuis les interfaces d'Ebookers et de Skioo, les skieurs peuvent avoir accès à différents avantages grâce à des codes promotionnels. Des discussions sont en cours avec d'autres entités européennes, assure Gregory Barbezat. Avec l'ouverture d'un bureau à Zurich en novembre dernier, la start-up entre dans une dimension nationale avant de s'ouvrir à l'Europe. **PAGE 5**

La pharma ne renonce pas au marché des addictions

ADDEX. L'entreprise basée à Genève a obtenu le soutien de l'agence de lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'ambition de l'industrie pharmaceutique de pouvoir traiter ou prévenir les addictions les plus répandues avec des solutions médicamenteuses ou des vaccins refait surface. Basée à Genève, l'entreprise de biotechnologies Addex va collaborer avec le National Institute on Alcohol Abuse and Alcoholism aux Etats-Unis (NIAAA) pour développer la molécule ADX71441. 140 millions de personnes sont concernées à l'échelle planétaire

selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé à Genève (OMS). Des études pré-cliniques avec des souris ont démontré l'impact positif dans deux scénarios d'abus d'alcool, a-t-elle indiqué hier. Les premières études avec la même molécule pour contrer le nicotinisme ont également donné des résultats encourageants, dans le cadre d'un partenariat avec l'agence de lutte contre l'abus de drogues aux Etats-Unis (NIDA). Cette dépendance tue chaque année 5 mil-

lions d'individus. Elle est responsable d'un mort adulte sur dix. Addex, qui est pourtant toujours en situation financière délicate, peut ainsi développer ses innovations en s'appuyant sur des groupes de recherche gouvernementaux à la pointe de l'innovation. Ce qui correspond assez bien à sa nouvelle stratégie. C'est aussi un signal fort à la concurrence dans ce domaine. A Zurich, Cytos s'est mis il y a plusieurs années à développer lui-même des vaccins contre la dépendance à la nicotine.

Ce genre de démarche s'est toujours soldée par des échecs. Le traitement d'Adnex a des objectifs un peu moins ambitieux: son effet n'est que temporaire, mais avec une action plus ciblée que l'option actuellement disponible, générant donc moins d'effets secondaires.

Il partage toutefois avec les vaccins l'un des principes de base de ces traitements: priver le consommateur de substances des effets recherchés. Ce qui devrait limiter sa motivation à en ingérer. **PAGE 4**

HAUSSE DES RÉSERVES DE DEVICES DE LA BNS

Le taux plancher réellement menacé

PHILIPPE BACCHETTA. Enseignant à HEC Lausanne et mentionné pour le directoire de la BNS l'automne dernier. Il parle d'une accélération jamais vue depuis deux ans. **PAGE 3**



ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

Ce climat ne peut plus durer

Attention aux biais et surréactions médiatiques ou politiques: l'assassinat de journalistes et dessinateurs de presse dans les locaux de *Charlie Hebdo* à Paris renvoie évidemment à la liberté d'expression, mais la vie des policiers qui l'ont perdue dans le même attentat valait autant. S'il s'agit bien de djihadisme (on peut encore avoir des doutes à ce stade), celle des milliers de personnes liquidées dans le monde ces dernières années au nom de l'Islam - quel malentendu, quel abus - était porteuse d'un certain nombre d'autres libertés personnelles et collectives ne valant pas moins non plus. Attention ensuite à l'effet de proximité: l'attentat nous semble particulièrement choquant parce qu'il a eu lieu tout près, à Paris. Parce que des noms bien connus d'un public, d'une génération, d'un espace linguistique, font partie des victimes: Wolinski, Cabu, Charb, Tignous... En réalité, nous savons tous que ce genre d'événement se produit régulièrement dans le monde, à des échelles comparables, pour des raisons à peu près semblables. Certains ricanent ne manqueront pas d'insinuer que *Charlie Hebdo*, sachant cela, l'a un peu cherché avec son goût de la provocation et de la vulgarité. Ce genre

de considération paraît complètement dérisoire dans ces circonstances. Ce nouvel attentat de Paris aura certainement un grand retentissement planétaire. Il va peut-être réduire la distance qui sépare une certaine indifférence du moment où le monde entier pourra se mettre d'accord sur ce constat: ça ne peut plus continuer comme cela. Les mesures prises et reprises pour prévenir le djihadisme s'avèrent impuissantes. C'est précisément ce que cherchent à montrer les djihadistes. La volonté de mener une guerre totale contre le djihad n'existe pas. C'est ce qui les motive. Le djihadisme est habité et mû par un profond et vif sentiment de supériorité: peu importe les armées, armes et technologies, le reste de l'humanité n'a pas les moyens psychologiques et moraux de lui résister sérieusement et durablement. Il est donc légitimé à convaincre et rassembler toutes les forces vives et saines (musulmanes ou non) en vue de la victoire finale. Seule une guerre totale contre le djihadisme, au nom d'une laïcité minimale dans le monde, est susceptible de mettre fin à cette dynamique destructrice et morbide. ■

Le secteur assurances dans la prévention

CATASTROPHES NATURELLES.

Réassureurs et assureurs s'engagent de plus en plus en Suisse et à l'échelle du monde.

PHILIPPE REY

Le nombre et la gravité des catastrophes naturelles (nat cat) ont augmenté à un rythme alarmant ces trente dernières années. Des centaines de cas se produisent annuellement dans le monde, avec des répercussions humaines et économiques dévastatrices. Même si 2014 s'est avéré une année de relativement faible sinistralité, en particulier en ce qui concerne la saison des ouragans dans l'Atlantique Nord. Les dommages dus aux catastrophes naturelles survenues l'an dernier sont estimés à environ 110 milliards de dollars (140 milliards en 2013), dont 31 (39) milliards étaient assurés, selon les chiffres diffusés hier par Munich Re. Les catastrophes naturelles ont moins coûté en vies humaines en 2014, ce qui est une bonne nouvelle. Cette évolution n'est pas complètement aléatoire. Elle signifie aussi que les systèmes

d'alerte précoce fonctionnent mieux à certains endroits. Les montants de l'an dernier se situent nettement en dessous des valeurs moyennes ajustées pour tenir compte de l'inflation des dix dernières années (dommages pour 190 milliards et risques assurés pour 58 milliards de dollars), et des trente dernières années (130 et 33 milliards). L'évolution est encourageante, mais il n'y a pas de quoi pavoiser. La fréquence des catastrophes naturelles continue de s'accroître. L'année dernière n'a clairement pas dérogé à cette tendance lourde, puisque 980 événements de ce type ont été recensés, nettement plus que la moyenne des dix et trente dernières années (830 et 640). Les réassureurs et assureurs directs, entre autres Swiss Re, Munich Re et Axa, s'engagent de plus en plus pour aider à mieux anticiper et faire face aux risques de catastrophes naturelles par une plus grande prévention. En apportant leur expertise dans la recherche et l'éducation aux risques, dans la gestion des risques et les mesures destinées à les prévenir. Si l'on ne peut pas empêcher les catastrophes, on peut cependant en réduire les effets en s'y préparant. **SUITE PAGE 7**



9 771421 948004 4 0 0 0 2

Le taux plancher pourrait céder sous la forte pression

BNS. Malgré la détermination de l'institution de multiples menaces pèseront sur la politique monétaire en 2015.

MARJORIE THÉRY

«Si les réserves augmentent trop ou trop vite, le taux plancher pourrait lâcher...» Pour Philippe Bacchetta, professeur au Swiss Finance Institute à l'Université de Lausanne, l'augmentation des réserves en devises de la Banque nationale suisse (BNS) annoncée hier est une des plus importantes depuis deux ans. En passant de 462 milliards de francs fin novembre 2014 à 495 milliards fin décembre*, les réserves ont augmenté en un mois d'environ 7%, ce qui n'avait pas été vu depuis fin 2012. Et ce n'est sûrement qu'un début. «Toute la question est de savoir dans quelle ampleur cela va continuer. Je ne serais pas étonné par de nouvelles interventions en janvier», ajoute le professeur dont le nom avait circulé à l'automne pour rejoindre le directeur de la BNS.

Pour rappel, l'essentiel de la hausse des réserves en devises s'était produite entre l'introduction du taux plancher en septembre 2011 et janvier 2013, quand les réserves atteignaient alors 427 milliards. Au total sur trois ans, les réserves en devises de la BNS ont plus que doublé (passant de 227 milliards en janvier 2012 à 495 milliards donc aujourd'hui). Ces derniers mois, la BNS a multiplié les communications assurant sa détermination à maintenir

coûte que coûte le taux plancher avec l'euro, par toutes les mesures nécessaires. Comme par exemple en introduisant des taux d'intérêts négatifs mi-décembre. «Dans un environnement calme, les taux négatifs sont une mesure qui a des effets utiles. Mais face de grands troubles à la fois géopolitiques et monétaires au niveau international comme actuellement, cela risque de ne pas être suffisamment dissuasif» poursuit Philippe Bacchetta. Le cas Grec et la politique expansionniste de la Banque centrale européenne entre autres, menacent donc la politique de la BNS et la défense du taux plancher. L'institution n'ayant d'autre choix aujourd'hui que d'accumuler des devises. «Quand nous étions autour d'un taux de change à 1,23 contre euro, il y avait encore une petite marge d'action. Mais l'installation durable autour du taux plancher ces dernières semaines accentue les pressions».

Les réserves de devises représentent aujourd'hui 90% des réserves monétaires de la BNS, d'après sa dernière allocution à Genève le 20 novembre dernier. De 2000 à 2009 elles étaient comprises entre 30% et 50% globalement. Ce gonflement des réserves en devises a entraîné une explosion du bilan de l'institution monétaire. Plusieurs observateurs ont jugé que cette taille n'était pas un problème

majeur. Mais jusqu'où pourra monter le bilan de la BNS? Avec plus de 500 milliards de francs, il représente aujourd'hui environ 80% du PIB de la Suisse. «Aujourd'hui la question n'est pas tellement de savoir si, mais quand ce sera 100% du PIB» poursuit Philippe Bacchetta. Et à quand 150%, 200%, 300% du PIB? «Les évolutions sont très difficile à prévoir. Pendant deux ans la BNS a été étonnamment tranquille. Il est même surprenant qu'elle n'ait pas dû intervenir davantage. Mais les tensions géopolitiques et sur les marchés des changes peuvent changer la donne en 2014». De tels niveaux, proportionnellement au PIB, deviendraient alors peut être difficilement défendables politiquement.

Un point positif dans tout cela peut-être? La diversification des devises dans le bilan de la BNS? A priori la diversification choisie ces dernières années par l'institution paraît salubre et abaisse le risque devises en proportion dans le bilan. On ne connaîtra le détail ventilé par devises pour décembre 2014 qu'à la fin de mois de janvier. Mais les données à fin novembre 2014 rappellent que la part en euros est passée de 2009 à fin 2014 de 58% à 44%. Sur la même période le dollar est passé de 22% à 29%. D'autres devises ont aussi passablement progressé en proportion: notamment le dol-

lar canadien (d'environ 1% à 4,4%) et les devises émergentes (de 0 à 6,7%). Le yen japonais et la livre anglaise ont oscillé sur la période dans une fourchette entre 5% et 8%. Philippe Bacchetta nuance cet aspect: «Tant que le taux plancher tient, cette diversification est évidemment une bonne chose. Mais si le taux plancher lâche, et que par exemple l'euro perd 20% par rapport au franc suisse, alors le franc s'appréciera de 20% par rapport aux autres monnaies aussi... Considérant le volume conséquent des réserves de changes, cela pourrait donc être une perte considérable en proportion du PIB suisse. Et cela sera encore plus difficile à soutenir politiquement».

**Les statistiques publiées hier sont établies selon les standards du Fonds monétaire international (FMI). Elles diffèrent légèrement des statistiques établies par la BNS, qui seront publiées à la fin du mois de janvier pour les données du mois de décembre 2014.*

CETTE AUGMENTATION N'EST QU'UN DÉBUT. LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR SI MAIS QUAND LE BILAN DE LA BNS DÉPASSERA 100% DU PIB DE LA SUISSE.